

ENSEMBLE

Le journal des socialistes de Loire-Atlantique - N°245 - Jeudi 28 novembre 2013

**ACTION MUNICIPALE :
LOGEMENT, CULTURE, AMÉNAGEMENT, ÉCONOMIE**

Les réussites des socialistes



ÉDITO

Défendre la République contre les extrémismes



Face à la banalisation de la haine observée ces derniers jours, à la multiplication des actes anti-républicains et anti-patriotes le président de la République, le gouvernement et l'ensemble des socialistes ont

prôné la fermeté et la défense des institutions républicaines.

Les attaques racistes envers Christine Taubira, Garde des Sceaux, sont odieuses et intolérables. Il faut une révolte des Républicains. Car il est inacceptable de banaliser ces actes et déclarations. Toutes les poursuites judiciaires doivent être engagées pour les condamner avec la plus grande fermeté.

Ce climat de racisme, de haine, va au-delà, malheureusement, de l'extrême droite, parce que certains essayent aussi de mettre en cause la légitimité des institutions de la République, quand on met en cause le président de la République. Et une partie de la droite a tenu des propos qui n'étaient pas acceptables.

En effet, M. Copé qualifie d'écran de fumée la réaction républicaine de la gauche. Que faudrait-il pour complaire à M. Copé ? Laisser dire ? S'abstenir de réagir quand une ministre est insultée et prise pour cible d'attaques incontestablement racistes et abjectes ?

M. Copé se trompe lourdement sur les responsabilités des formations républicaines dans la banalisation des propos et des écrits xénophobes : leur devoir est de s'unir dans la défense des valeurs communes. Les désaccords sur la politique économique et sociale qui distinguent la gauche et la droite n'ont pas à être dissimulés mais ils ne peuvent servir de prétexte pour fuir les exigences républicaines.

Fabrice ROUSSEL
Premier secrétaire fédéral

EUROPE

« Une Europe qui protège »

Entretien avec Isabelle Thomas, députée européenne et tête de la liste grand Ouest..



Quel bilan fais-tu de ces 18 mois passés au Parlement de Strasbourg ?

Je veux d'abord rappeler que la gauche européenne n'est pas comptable du bilan de la majorité conservatrice sortante du Parlement européen. C'est au PPE de porter et d'assumer ce mauvais bilan marqué par un libre-échange ultra-libéral et destructeur, avec à la clé un moins-disant social, fiscal, une précarité et un chômage accrus.

Personnellement, depuis mon entrée au parlement en mai 2012, j'ai contribué à accentuer le social dans la politique européenne de la pêche et j'ai aussi travaillé sur la nouvelle formule d'Erasmus prévue pour le 1^{er} janvier 2014. Son budget sera doublé et le programme est élargi à tous les publics, notamment les apprentis. Les bourses d'études sont donc largement maintenues et nous avons évité leur remplacement par des prêts étudiants comme le voulait une partie de la droite européenne.

Quelles seront les priorités de la campagne que tu mèneras comme tête de liste dans le grand Ouest ?

Je suis très honorée et fière de conduire la liste des socialistes dans l'Ouest. Je souhaite mener une campagne ancrée sur le local, au plus près des réalités vécues par les gens. L'euro-phobie actuelle signifie un rejet de cette Europe-là mais pas de l'idée d'Union européenne. Il faut proposer aux Français une Europe qui protège, car c'est là l'une des vocations du projet européen dans une économie mondialisée et dure. On devra y joindre des propositions concrètes. Par exemple, pour lutter contre le moins-disant social, l'idée d'un smic européen va dans le bon sens. On devra la compléter par des propositions de règles fiscales, sociales et écologiques communes. Si on parvenait à cela, alors l'Europe redeviendrait un projet politique crédible et un espace où progrès social et développement économique pourraient de nouveau s'envisager sereinement.

ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Allier performance économique et utilité sociale

Le Sénat vient d'adopter le projet de loi sur l'Économie sociale et solidaire (ESS) porté par Benoît Hamon. Par la reconnaissance, le soutien et l'aide au développement d'un modèle économique complémentaire à celui que nous connaissons, le Gouvernement se donne comme objectif la création de 100 000 emplois non-délocalisables.

L'ESS compte **2,5 millions de salariés, soit 1 emploi du privé sur 8**. Dans les dix dernières années, les 200 000 structures de l'ESS ont créé **23 % d'emplois supplémentaires** contre 7% pour l'économie traditionnelle. En outre, elle intervient dans des secteurs à forte croissance (recyclage, transition énergétique, économie collaborative et numérique, services à la personne...).

AMPLIFIER LE FINANCEMENT DES STRUCTURES DE L'ESS

Pour amplifier les investissements dans ce secteur grâce aux outils adaptés, les financeurs publics et privés avaient besoin de mieux identifier les structures relevant de l'ESS. Le projet de loi prévoit une clarification et propose d'ajouter, à côté des acteurs historiques (associations, coopératives, mutuelles, fondations...), les entreprises sociales qui s'appliquent les principes fondateurs du secteur et qui se seront déclarées comme telles.

DONNER DU POUVOIR D'AGIR AUX SALARIÉS

Le projet de loi vise aussi à développer le modèle coopératif pour créer 40 000 emplois en 5 ans. La création de SCOP d'amorçage, statut transitoire, permettra aux salariés de monter progressivement en puissance au capital de leur entreprise.

**«Créer
40 000 emplois
en 5 ans»**

Par ailleurs, le texte soutient le développement des coopératives d'activité et d'emploi (CAE). Il s'agit, pour les porteurs de projet, de créer leur activité en tant qu'entrepreneurs-salariés en bénéficiant d'un accompagnement adapté.

CRÉER DE L'EMPLOI DANS LES TERRITOIRES

Les emplois du secteur de l'ESS naissent au plus près des besoins des populations. Pour développer ces emplois non-délocalisables et redynamiser les territoires, les Pôles territoriaux de coopération économique seront multipliés. Ils permettent aux entreprises, aux collectivités, aux centres de recherche ou de formation, de mettre en œuvre une stratégie de mutualisation (locaux, services, compétences).



Transmission des TPE et PME aux salariés : «carton rouge au MEDEF !»

Intervention de Yannick Vaugrenard en séance au Sénat

Le projet de loi propose une mesure qui facilitera la transmission des TPE et PME aux salariés. En effet, chaque année, 50 000 emplois disparaissent faute de repreneurs pour des milliers d'entreprises pourtant viables ! Avec cette loi, les salariés seront obligatoirement informés deux mois avant tout projet de cession, afin de leur permettre de faire une offre éventuelle de rachat.

Sur ce point, Yannick Vaugrenard est intervenu en séance au Sénat, dans la cadre de la discussion générale. *«Je soutiens particulièrement cette mesure, qui contribuera à stopper la destruction d'emplois et je ne peux accepter l'hostilité irrationnelle du MEDEF à son encontre ! Après tous les efforts faits en direction des entreprises, notamment les 20 milliards d'Euros accordés au Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi, on croit rêver ! Cracher ainsi dans la soupe, après avoir exigé qu'elle fût amenée chaude et bien servie, mérite un carton rouge en retour à l'inadmissible carton jaune que le MEDEF a adressé au Gouvernement sur le projet de budget 2014».*

BILANS

Politiques municipales de gauche, mode d'emploi

Une politique municipale de gauche, qu'est-ce que c'est ? À quelques semaines des municipales, petit tour d'horizon des initiatives réussies par nos camarades dans les communes socialistes et divers gauche.

SAINT-NAZAIRE

LOGEMENT : UNE POLITIQUE VOLONTARISTE

L'agglomération nazairienne est confrontée à une pression immobilière du fait de sa proximité de l'océan. Or 70 % de sa population est éligible au logement social. Dans un tel contexte, la mairie de Saint-Nazaire mène, avec son Plan local de l'habitat (PLH), « une politique volontariste notamment pour que les Nazairiens les plus fragiles arrivent à se loger » explique David Samzun, adjoint à l'urbanisme.

Trois objectifs qui fondent la politique du logement de l'équipe municipale :

1 • Favoriser la production de logements attractifs et diversifiés

L'idée est d'attirer les jeunes actifs, d'accueillir différents types de population et de faciliter la mobilité résidentielle des habitants de la ville.

Comment faire ?

- Réguler le prix du foncier
- Augmenter la part de logements produits dans le cadre d'opérations publiques, tout en y diversifiant les formes et types de constructions.

2 • Maintenir une mixité dans les quartiers pour assurer la cohésion et l'insertion sociale.

Le PLH prévoit d'atteindre 30 % de logements sociaux dans la production globale, soit 1000 logements sociaux entre 2011 et 2016. Il est aussi prévu la mise en place de périmètres de mixité sociale dans le Plan local d'urbanisme.

Les résultats sont là avec 30 % de logements sociaux sur les constructions bâties entre 2011 et 2013. Pour les livraisons prévues entre 2014 et 2016, la production privée étant plus importante que les prévisions du PLH, la mairie renforcera la construction de logements sociaux afin de maintenir la proportion de 30 %.

3 • Permettre aux jeunes ménages d'accéder à la propriété.

Là aussi, la mairie agit concrètement en offrant dans les opérations publiques au moins 20 % de logements en accession aidée (sociale ou abordable) et en vendant du foncier de la Ville aux promoteurs, à condition de réserver 20 % des logements à des prix inférieurs au marché. De plus, Silène (Office HLM de Saint-Nazaire) construit des logements bénéficiant de dispositif d'aide à l'acquisition.

THOUARÉ-SUR-LOIRE

LA CULTURE POUR TOUS

Le festival Des Arts Désordres a fêté sa 5^e édition. Un événement culturel qui allie les styles et les talents pour mieux étonner.

La mairie de Thouaré propose depuis 2009 Des Arts Désordres, un festival doté d'une programmation originale, portée par des artistes issus du tissu associatif local ou de compagnies professionnelles. Il fait irruption en mars dans le quotidien des Thouaréens, aux quatre coins de leur ville. Faire émerger et converger tous types d'arts, c'est cela *Des Arts Désordres* : danse, théâtre, sculpture et musique dans la rue, les écoles, chez les commerçants ou dans le train, à la rencontre des gens pour mieux les divertir et les surprendre. Le festival s'appuie aussi sur une cinquantaine de bénévoles.



« Le succès du festival explique le maire Bernard Chesneau, est lié à notre politique culturelle qui encourage le lien social et la culture pour tous ». Celle-ci appuie le développement culturel de son territoire à partir de rencontres avec les citoyens, tour à tour acteurs, visiteurs et spectateurs. La municipalité a instauré un équilibre entre diffusion culturelle et expression populaire, entre spectacle vivant et valorisation du patrimoine, en fixant trois orientations au début de son mandat :

« Le succès du festival explique le maire Bernard Chesneau, est lié à notre politique culturelle qui encourage le lien social et la culture pour tous ».

Celle-ci appuie le développement culturel de son territoire à partir de rencontres avec les citoyens, tour à tour acteurs, visiteurs et spectateurs. La municipalité a instauré un équilibre entre diffusion culturelle et expression populaire, entre spectacle vivant et valorisation du patrimoine, en fixant trois orientations au début de son mandat :

- 1 • Encourager et soutenir les pratiques culturelles populaires.
- 2 • Promouvoir la lecture pour tous, en développant les actions de la bibliothèque municipale.
- 3 • Mettre en valeur le patrimoine local et particulièrement les bords de Loire.

CLISSON

UN ÉCO-QUARTIER
SOLIDAIRE ET RESPONSABLE

L'éco-quartier du Champ de Foire à Clisson est un projet de renouvellement urbain faisant partie d'une ZAC multi-sites (Champ de Foire, îlot Bertin, Connétable et centre-ville). Il comprend la création de cheminements doux, la réalisation d'un cinéma, l'ouverture d'une brasserie, l'implantation de la Maison du Département et la création d'un pôle tertiaire.

«L'éco-quartier s'inscrit dans un projet global et répond à des exigences précises: mixité sociale, sobriété énergétique du bâti, formes urbaines et place de la voiture» explique le maire Jean-Pierre Coudrais. L'équipe municipale a voulu promouvoir dans ce projet des modes de vie solidaires et responsables:

- 1 • Accompagnement des nouveaux arrivants et échanges par la création d'une association d'habitants.
- 2 • Solidarité et rencontres par la mise en place d'une association de gestion des jardins familiaux.
- 3 • Réduction de la place réservée à la voiture: parking en sous-sol, pas de voiture en cœur d'îlot, voies secondaires à priorité piétonne, mutualisation des stationnements publics de surface entre les bureaux le jour, le cinéma et la brasserie le soir. Le mail, espace central, canalise la voiture et donne une large place aux modes doux.
- 4 • Intégration et prise en compte des ménages modestes et des publics spécifiques. La proximité immédiate de la gare SNCF et du centre-ville permet aux ménages non motorisés et aux personnes à mobilité réduite de s'intégrer dans la vie professionnelle et sociale. Le logement locatif social est largement présent dans le projet avec 26 logements sociaux labellisés «passive haus» (consommant moins de 15 kw/h par m² et par an) et 23 autres logements à loyers modérés BBC (Bâtiment basse consommation), construits en partenariat avec le Département.



NANTES MÉTROPOLE

ÉCONOMIE NUMÉRIQUE :
UNE RÉUSSITE NANTAISE

Depuis 10 ans, Nantes métropole a créé une dynamique locale en accueillant de nombreux acteurs du numérique. La filière numérique nantaise représente aujourd'hui plus de 18 000 emplois salariés dans l'agglomération.



Cette dynamique s'est traduite par l'extension aux professionnels du réseau fibre optique très-haut débit Oméga, par la mise en œuvre des «e-démarches» et par l'ouverture des données publiques [open data]. Elle concerne autant les contenus et usages numériques orientés vers la création artistique que l'innovation technologique et logicielle.

Un travail en réseau est également mené entre acteurs du numérique comme la technopole Atlanpole, la Cantine numérique, le pôle de compétitivité Images et Réseaux, l'Université de Nantes et les réseaux d'entreprises du numérique.

Des aménagements ont ainsi pu voir le jour comme le «Hub Créatic» de la Chantrerie qui rassemblera un incubateur, une pépinière et un hôtel d'entreprises dédiés à l'innovation numérique, ou le Quartier de la création à l'Ouest de l'île de Nantes, valorisant notamment les projets à contenus numériques et artistiques. Il réunira à terme près de 4 000 étudiants et 150 enseignants pour 1 000 emplois directs et indirects. «Son émergence me paraît très importante explique Patrick Rimbart le maire de Nantes, comme la croissance de l'économie du numérique». Nantes et sa métropole veulent donc être une zone d'excellence sur le numérique pour y attirer les entreprises, les talents, les projets et les investissements.

ACCUEIL DES FAMILLES ROMS

Couëron accomplit son devoir de solidarité

Depuis deux ans et demi, Couëron accueille des familles Roms. Avec un parti-pris solidaire mais sans angélisme, la municipalité et des associations donnent sa chance à l'intégration. Sur la question Rom, Couëron apporte un éclairage authentique et nuancé.



Jun 2011. Le maire d'Indre lance un appel à l'entraide : 200 personnes de la communauté Rom doivent quitter le terrain sauvage où elles se sont installées dans des conditions terribles de misère et d'insalubrité. Dans la commune voisine de Couëron, s'installent alors sur un terrain privé 5 familles, représentant 21 personnes dont 11 enfants. La municipalité décide de s'engager.

«Couëron a toujours été cosmopolite» rappelle son maire Jean-Pierre Fougerat, qui énumère les 14 communautés étrangères - polonaise, espagnole, russe... - s'étant succédé dans cette ville populaire.

«À chaque fois qu'une nouvelle communauté s'est installée, ça a été difficile, mais avec le temps, on voit bien que c'est une richesse pour tous» analyse-t-il.

La première réunion publique sur l'accueil des familles Roms réunit 150 riverains et habitants. Face à l'opposition de la majorité des présents, la municipalité dans sa diversité (PS, EE-LV, PCF, UDB, Solidaires, société civile)

fait bloc. «J'ai rappelé qu'accueillir 21 personnes dans notre commune de 20 000 habitants, c'était dans nos possibilités» se souvient Jean-Pierre, qui poursuit : «Nous avons proposé d'accueillir ces 5 familles - et pas une de plus - et de les traiter comme des Couëronnais comme les autres, avec des droits et des devoirs».

Un site d'accueil est alors aménagé par la Ville, sur un terrain communal en centre-ville, proche des écoles, avec des bungalows et un local pour les activités collectives.

«Comme les autres, avec des droits et des devoirs»

Y interviennent les associations Fraternité couëronnaise, créée à cette occasion par des citoyens pour aider les personnes et développer l'alphabétisation, et Une famille, Un toit, spécialisée dans la gestion de sites. Un règlement est rédigé, présenté aux familles et distribué aux riverains. Il détermine un certain nombre de droits et de devoirs pour la vie sur le site. «Le règlement a surtout fixé l'objectif de l'intégration : dès qu'une famille peut trouver un travail, assumer un loge-

ment, elle doit quitter le site d'accueil, et nous n'en recevons pas d'autre» explique le maire.

Bilan après 30 mois ? Positif avec la majorité des familles : les adultes se forment, décrochent des petits boulots dans le maraîchage ou la vigne, tandis que les enfants vont à l'école. La mairie intervient dès qu'un problème est signalé. Bilan insatisfaisant en revanche avec deux familles qui ont causé des dysfonctionnements avec les riverains et n'ont pas toujours respecté la scolarisation des enfants. «Entouré des associations, je suis moi-même allé sur le terrain pour dire à ces deux familles que les règles n'étaient pas respectées et qu'elles ne devaient plus rester. Elles ont donc quitté la commune» raconte le maire. Un constat nuancé donc, loin des idées naïves comme des caricatures. Jean-Pierre Fougerat conclut : «Nous aurons rempli notre devoir de solidarité».



Le site d'accueil est situé au coeur de Couëron.

PORNICHET

Objectif reconquête

Pornichet a été dirigée par la gauche de 1995 à 2008. Depuis, l'opposition municipale de gauche a du mal à s'exprimer, face à un maire ayant une conception particulière du débat démocratique. En mars prochain, le socialiste Christophe Martin sera à la tête d'une liste d'ouverture pour reconquérir la mairie.

La section du parti socialiste de Pornichet fut créée en 1980. À un an de la présidentielle de 1981, il fallait essayer en terre de mission ! La section compte encore quelques-uns des militants de 1980, toujours volontaires pour les actions ! Après 15 années de semailles, la récolte fut belle en 1995 avec la victoire historique aux municipales. Jacques Lambert et ses équipes ont dirigé la commune pendant deux mandats. Ils ont eu la volonté de faire évoluer Pornichet d'une station balnéaire uniquement centrée sur le tourisme à une vraie ville, conciliant saison estivale [animations Renc'Arts, tournois sportifs etc.] et vie locale tout au long de l'année, avec de nouveaux équipements publics : école, médiathèque, centre de loisir, crèche, salle de spectacle, salles associatives et sportives, halles.

Malgré ce bon bilan, la défaite en 2008 a représenté un coup dur avec des conséquences sur la vitalité de la section. De plus, le contexte politique est très difficile pour l'opposition municipale : «Le maire actuel explique la secrétaire de section Josiane Robert*, ne permet pas une expression répu-

blicaine des opposants. Les plaintes successives pour diffamation contre les élus socialistes, les blogs d'information et même contre un syndicat et une employée, ont accentué le sentiment d'une démocratie muselée. Les documents municipaux sont difficiles à obtenir et l'information réduite au strict minimum. Les réponses aux questions sont évasives ou inexistantes. Dans ces conditions, il est compliqué pour les cinq élus d'opposition de participer, discuter et proposer.»

La section compte 28 adhérents. Le nombre de militants a beaucoup augmenté depuis un an avec dix adhésions. Cela s'explique par le succès des primaires, l'élection de François Hollande et par l'ouverture des réunions de section aux sympathisants très actifs. Pour les élections municipales de 2014, la section a désigné Christophe Martin comme premier des socialistes. Âgé de 51 ans, il est cadre à l'INA Expert [formation et expertise audiovisuel et

nouveaux médias]. Il conduira la liste d'ouverture «Agissons pour Pornichet» rassemblant des personnes de gauche et du centre. Actuellement,

« Le nombre de militants a beaucoup augmenté depuis un an »

trois autres listes se sont déclarées : celle du maire sortant Robert Belliot [UMP/UDI], celle de Patricia Gallerneau [Modem et sans étiquette] et celle de Jean-Claude Pelleteur [Divers droite].

Une première réunion publique de pré-campagne s'est déroulée en octobre et a permis à Christophe Martin de s'y présenter comme chef de file de la liste de gauche. Des ateliers de réflexion ont été mis en place et permettront d'alimenter les débats organisés lors de prochaines réunions publiques. La parenthèse ouverte en 2008 pourrait bien se refermer en 2014.

**Ancienne adjointe à la Jeunesse et aux Sports de 2001 à 2008 et actuellement conseillère municipale d'opposition.*

Infos :
www.agissons pour pornichet.org



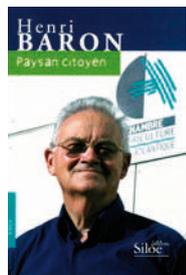
Christine Perrot [conseillère municipale], Joseph Bertho, Yannick Joubert [Trésorier de section], Huguette Bertho, Josiane Robert [conseillère municipale et Secrétaire de section], Christophe Martin [candidat], François Robert, Muriel Gréau, Yves Thomère, Alain Peny [conseiller municipal], Daniel Epailard.

«Élue-s municipale-s, pourquoi pas vous ?»

En mars 2014, les listes municipales devront être paritaires dans toutes les communes de plus de 1000 habitant-e-s : une belle avancée dans l'égalité femmes/hommes, qui peut également amener des difficultés au moment de constituer les listes. Pour les femmes, tout particulièrement, la démarche de s'engager suscite une réflexion portant sur la conciliation des temps familiaux et professionnels. La Fédération a organisé 5 réunions «*Élue-s municipale-s, pourquoi pas vous ?*» dans l'ensemble du département : à Ancenis, Saint-Pazanne, Thouaré-sur-Loire, La Chapelle-Heulin et La Baule. Plusieurs députées, sénatrice, conseillères générales, maires, adjointes ou conseillères municipales ont témoigné, pour mettre en avant la nécessité d'une organisation et d'une décision concertée, permettant de mener à bien leur engagement politique. Une centaine de personnes se sont déplacées pour participer à des échanges enrichissants, enthousiasmants, et qui ont suscité l'envie de s'engager.



Un paysan citoyen



Henri Baron était une figure incontournable du monde paysan en Loire-Atlantique et plus largement en France, aux côtés d'hommes comme Bernard Lambert, Bernard Thureau ou Médard Lebot. Le syndicalisme agricole a été le moteur de sa formation permanente : comme président de la Chambre d'agriculture de Loire-Atlantique (1976-1992), il était un débatteur reconnu et parfois redouté des Chambres d'agriculture.

Homme de gauche, il a mis tout son talent au service du PS comme candidat aux élections législatives et cantonales. Maire de Fercé de 1983 à 1995 et conseiller régional de 1998 à 2004, il était un européen convaincu et, à la demande de Jacques Auxiette, s'était engagé avec ferveur dans la mise en place d'un

Espace interrégional à Bruxelles après 2004.

Henri était toujours disponible pour animer ou participer à une réunion du PS, venir soutenir un(e) candidat(e) socialiste lors des différents scrutins.

Voici quelques années, Henri avait écrit un livre «*Paysan citoyen*» [Siloë] où il retraçait en toute modestie son étonnant parcours. À sa famille et notamment à son fils Patrick, Fabrice Roussel exprime tout l'attachement des socialistes de Loire-Atlantique à la mémoire d'Henri.

La section de Châteaubriant a eu la douleur de perdre notre camarade Didier Libeau, militant politique mais aussi syndical. Toutes nos pensées vont à sa famille et à ses proches.

AGENDA

CONSEIL FÉDÉRAL
Lundi 2 décembre à 20 h à la Fédération.

RÉUNION SUR LA FIN DE VIE :
Vendredi 29 novembre à 20 h à Saint-Philbert-de-Grandlieu, salle des Marais, en présence de Monique Rabin et Didier Sicard, professeur de médecine, ancien président du Comité Consultatif National d'Éthique (CCNE).

PAYS DE LA LOIRE 2040 :
Mercredi 18 décembre à 19 h à Saint-Nazaire, salle Jacques Brel, pour échanger sur la stratégie des Pays de la Loire, en présence de Jacques Auxiette.

Dispensé de timbrage NANTES R.P.

Ensemble
1, allée des Tanneurs
44 000 NANTES
Déposé le 27/11/13



Le journal des socialistes de Loire-Atlantique

1, allée des Tanneurs
44 000 NANTES

Tél. 02 40 20 63 00

Fax 02 40 08 27 24

E-mail : fede44@parti-socialiste.fr

Facebook : www.facebook.com/Parti.socialiste.44

Directeur de Publication : Fabrice Roussel

Responsable de la rédaction : Xavier Perrin

Rédacteur en chef : Jérôme Alemany

Rédaction des articles : François Caillaud, Philippe Rouxel, Xavier Perrin, Jérôme Alemany

Crédit photos : Jérôme Alemany, Parlement européen, Villes de Thouaré-sur-Loire et Clisson, Nantes Métropole, Ville de Couëron (Éric Milteau),

Claude Bonnet, Céline Plescy-Marquoïn, Shutterstock

Mise en page : www.scopic.fr

Imprimé avec des encres végétales

sur papier ecolabellisé par La Contemporaine

N° CPPAP : 0914P10751 - **N° ISSN :** 1296 - 2201

Prix : 1,50 euro - **Tirage :** 3 500 exemplaires

Annexé au n° 245 d'Ensemble :

La Loire-Atlantique à gauche

www.ps44.fr